

entre l'Italie et la France, au point que l'on aura pu craindre, après les incidents du *Manouba* et du *Carthage*, de revoir les plus mauvais jours du temps de Crispi ou ceux de l'affaire d'Aigues-Mortes ?

Il y a eu, il faut en convenir, une certaine part de responsabilité du côté français dans ce déboire. A peine le contact amical avait-il été rétabli, que l'on avait enfreint le principe fondamental de Talleyrand : « Pas de zèle ! » De vieilles réminiscences remontaient à la tête d'une partie de notre personnel politique. Comme si l'Italie du xx^e siècle eût été encore l'Italie révolutionnaire et libérale, l'Italie mazzinienne et garibaldienne, on allait vers elle pour échanger les idées et les sentiments d'un monde disparu. Cet anachronisme s'est traduit par une déception, la déception par de l'amertume, l'amertume par des maladresses. De sang-froid, en toute justice, pouvons-nous reprocher aux Italiens d'avoir songé à leurs intérêts, d'avoir fait de la diplomatie, d'avoir attaché leur pensée aux résultats et aux affaires sérieuses, tandis que les Français faisaient une politique sentimentale et croyaient encore serrer des Silvio Pellico entre leurs bras ? Comme l'a dit M. André Tardieu, si l'accord franco-italien méritait une entière approbation, « la façon dont